



Photo: Isabelle Finzi

Questions existentielles

Présentation de l'avis annuel de la Fondation IDEA

Marc Fassone

Félicité ou facilité économique? Alors que la conjoncture internationale témoigne d'une reprise confortablement installée et d'une croissance généralisée y compris dans la Grande Région, le Luxembourg a précédé le mouvement. De 2013 à 2017, les différents taux de croissance annuels moyens du tableau de bord ont été excellents: +3,5% pour le PIB; +4% pour les recettes publiques alors que les dépenses – synonymes d'investissements publics – ne progressaient que de 3,5%; +2,9% pour l'emploi pendant que la population augmentait de 2,4% et que le nombre d'inscrits à l'ADEM reculait de 1,4%; un salaire horaire moyen réel à +1,3% et une inflation de +0,8%. Avec en prime une dynamique positive dans tous les secteurs de l'économie et une surperformance du secteur des technologies de l'information (+18,9%). Bémol – le prix à payer? –, des logements plus chers de 5,3%. «L'attractivité du Luxembourg ne faiblit pas.»

Le gouvernement a été bien mieux loti que son prédécesseur, qui n'a pu compter que sur une croissance de 1,2% l'an lorsqu'il était aux affaires. Ce qui lui a permis de multiplier les réformes économiques et fiscales. «Si la légis-

Pour son premier avis publié en année électorale, elle a souhaité jouer la carte du rendez-vous à cinq ans. Avec cinq questions en guise de boussole.

d'une vraie période de félicité économique, il n'en demeure pas moins que le pays se transforme rapidement et qu'il faudra relever de nombreux défis sur le court, moyen et long terme. La prochaine législature devra saisir cette fenêtre de prospérité pour accompagner le pays dans les transformations dont il aura besoin», estime Marc Wagener, le directeur d'IDEA.

Pour la fondation IDEA, et alors que des élections législatives se profilent, le débat qui devrait avoir lieu est désormais celui du chemin d'une croissance plus durable, plus équitable et plus qualitative. «Réussir le découplage entre la croissance économique et la consommation linéaire et extensive de ressources en tous genres est l'équation à résoudre», selon Marc Wagener. Le

cadre intellectuel du débat existe: c'est celui de la troisième révolution industrielle. Et «si tout reste à faire», ressources, idées et moyens sont là. Tout est question de sensibilisation et de collaboration entre secteurs public et privé.

Pour rendre possible la croissance équilibrée que la fondation appelle de ses vœux, elle met en avant cinq questions auxquelles il faudra pouvoir répondre «oui» en 2023.

Première de ces questions: l'économie a-t-elle trouvé de nouvelles niches de croissance? La croissance est nécessaire à la prospérité du pays. Un constat que personne ne conteste. Rendant constant le besoin de recherche de nouveaux relais de croissance.

Deuxième question: le pays se classe-t-il parmi les leaders

européens de l'innovation? Ce sera l'occasion de faire un bilan de 35 ans de secteur public de la recherche, des 20 ans de l'Université et des presque 10 ans de la restructuration des CRP. «La mise en place d'un écosystème d'enseignement supérieur et de recherche public est l'un des principaux tourments qu'ait pris le pays dans le but d'anticiper et d'accompagner, voire de façonner, les mutations économiques et sociales.»

Troisième interrogation: le modèle socio-économique est-il adapté aux enjeux de la croissance démographique? Les principales sous-questions étant celles des tensions sur le marché du logement et de la durabilité du système de protection sociale.

Quatrième inconnue: les inégalités ont-elles baissé tant sur le plan social qu'économique? Autrement dit, la croissance aura-t-elle été inclusive?

Enfin, la transition écologique «à la luxembourgeoise» est-elle définie et engagée? Pollution, mobilité, croissance verte, autant de sillons à défricher.

En attendant l'avis 2024 et les éventuelles réponses positives à ces questionnements, IDEA va publier des cahiers thématiques à destination des candidats aux prochaines élections. Une lecture à conseiller.

”

La prochaine législature devra saisir cette fenêtre de prospérité pour accompagner le pays dans les